

Introduction : une fabrique d'action collective territoriale au service de l'histoire sociale

A l'automne 2020, à l'heure où se dessinent les grandes orientations de développement stratégique du territoire de Charleroi Métropole³, un axe, initialement repris sous l'appellation « Innovation sociale », se démarque par son caractère résolument participatif au travers de la mise sur pied d'une « Fabrique d'actions collectives territoriales Orientation-Reconversion-Inclusion ». Baptisé FACTORI, cet axe est piloté par l'Instance Bassin Enseignement-Formation-Emploi Hainaut Sud et rassemble près de 80 personnes autour de quatre chantiers spécifiques. Ces chantiers ont en commun de concourir au développement de partenariats inédits chargés de mobiliser les publics du territoire dans une perspective d'émancipation sociale. Cherchant à rompre avec les processus d'exclusion inhérents aux dynamiques du marché du travail, les collaborations nouées visent à construire des projets d'éducation permanente, de formation, et de didactique professionnelle ou encore le développement d'activités d'économie sociale et solidaire. Un des quatre chantiers est spécifiquement centré sur des initiatives de valorisation du patrimoine social, matériel et immatériel, à travers la mise en place d'un « Centre de ressources, d'animation et d'innovation sur le travail, l'histoire sociale, la reconversion et l'insertion (CREATION) ».

Issues des mondes de la recherche, de l'éducation permanente et de la conservation et de la valorisation d'archives, près de 20 personnes provenant de différentes institutions⁴ se rassemblent, en mars 2021, au sein du collectif CREATION. Engagées dans des actions distinctes de recueil, de traitement et de transmission des traces de l'histoire sociale du territoire, elles nourrissent le projet de partager leurs connaissances et pratiques, mais aussi de concevoir une méthodologie collaborative de collecte et de production de récits valorisant les lieux et événements emblématiques de la région. Le collectif souhaite mobiliser l'histoire pour éclairer des enjeux sociaux contemporains. À ses yeux, associer la population à cette fabrique de récits peut contribuer au développement d'une citoyenneté critique en même temps qu'à la valorisation des imaginaires individuels et collectifs attachés au territoire.⁵

De nombreuses entreprises qui avaient fait jadis de Charleroi un des fleurons du développement économique de la Belgique, sont aujourd'hui fermées. La contraction brutale de l'emploi qui s'en est suivie a durablement terni l'image de la région et entraîné, aux dépens de ses habitant.es qui en furent les principales victimes, sa stigmatisation. Les membres du collectif souhaitent prendre le contre-pied de ce stigmate s'appuyer sur les caractéristiques de l'histoire sociale de Charleroi, terreau de dynamiques sociales et solidaires riches qui ont été au fondement du développement du mouvement ouvrier belge, en vue de leur donner une résonance nouvelle.

Le travail de recherche situé au cœur de la démarche poursuit plusieurs étapes de recueil et de traitement des données : l'identification d'« objets » de recherche emblématiques de l'histoire sociale et industrielle de Charleroi et du Bassin Hainaut-Sud ; l'approfondissement de leur étude (via la littérature existante, la presse, le dépouillement d'archives écrites, iconographiques, la récolte de témoignages oraux, etc.) ; la cartographie systématique des lieux ou des entreprises étudié.es (parfois disparu.es ou dont les noms/affectations ont été modifié.es au cours du temps), impliquant des recherches dans les données urbanistiques, etc. Mais l'objectif et la spécificité du collectif CREATION sont sa volonté de mobiliser les parties prenantes du territoire - et particulièrement la jeunesse - au fil de ces différentes étapes d'identification, de collecte de traces et de construction des récits, et ce, via la médiation d'acteurs de terrain (enseignement, formation, milieux associatifs). Cette démarche est réalisée en vue de travailler les imaginaires collectifs associés auxdits lieux/événements et ainsi tenter d'ancrer les récits historiques aux vécus des citoyen.nes. La co-production de récits avec des artistes du monde du spectacle, du conte, de l'écriture et de l'art sonore (numérique) vise également à garantir leur appropriation par un public large. Le collectif s'engage donc dans une dynamique de recherche participative, qui ambitionne tant à produire de la connaissance que de former, refusant toute hiérarchie entre « savoirs savants » et « action ».⁶

Au début de l'année 2023, le travail collaboratif débouche sur l'organisation d'un premier festival intitulé « *Pouvoir d'achat et mobilisations populaires. Révolte au Moulin de Marchienne* », organisé autour des événements de Marchienne en février 1867. Cette page d'histoire relativement méconnue a joué un rôle précurseur dans le développement du mouvement ouvrier belge et l'élément déclencheur de la révolte - le pillage du moulin à la suite de

l'augmentation du prix des denrées alimentaires - résonne alors avec les difficultés d'accès au pouvoir d'achat aggravées suite à la pandémie de Covid-19. Travailler cet événement allait permettre de mettre les ambitions du collectif à l'épreuve.

Ce premier Festival CREATION/FACTORI, tenu du 8 au 16 février 2023, est ponctué d'un événement scientifique, d'un ciné-débat, d'une pièce de théâtre, de balades historiques et contées, mais aussi d'expositions et d'ateliers créatifs organisés en collaboration avec les acteurs de l'enseignement, les publics des maisons de jeunes et de l'insertion socioprofessionnelle.

Le collectif s'engage ensuite dans la création d'un format d'animation plus pérenne à travers la réalisation d'un premier parcours sonore géolocalisé accessible au plus grand nombre.⁷ L'écriture du récit de la Révolte du Moulin de Marchienne de février 1867, par la maison du conte, est en effet enregistrée en format numérique et associée à un travail de recherche autour de l'archéologie sonore de l'époque. Le format sonore est placé sur une plateforme disponible sur le site Web du collectif CREATION, associée à un QR code accessible via une application smartphone, pouvant également être installé sur une borne physique. Le public peut alors, seul ou en groupe, équipé d'un smartphone, suivre un parcours qui le fait passer d'une zone d'écoute à l'autre et se plonger *in situ* dans le récit des événements et dans l'ambiance sonore du Marchienne-au-Pont industriel du 19^e siècle, grâce aux recherches sonores et aux techniques de spatialisation avancée du son déployées par l'artiste sonore numérique.

Au cœur du présent ouvrage, ce sont les communications effectuées lors des deux premiers panels de l'événement scientifique organisé au Musée de la Photographie de Charleroi, le 8 février 2023, qui sont valorisées sous forme d'articles.

À l'occasion du premier panel présidé par Jean Faniel, politologue du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP), quatre historien.nes issu.es d'institutions partenaires du collectif CREATION/FACTORI évoquent différents exemples de luttes collectives et d'initiatives du monde ouvrier liées aux dynamiques d'accès au pouvoir d'achat durant le 19^e et le début du 20^e siècle.

Les deux premières contributions peuvent être lues en miroir, tant elles se complètent efficacement. Francine Bolle, docteure en histoire, maitresse de conférences à l'Université libre de Bruxelles (ULB), coordinatrice de l'Institut Marcel Liebman et membre du Centre d'histoire et de sociologie des gauches (CHSG) présente les résultats d'une recherche menée sur les émeutes de la faim du Moulin de Marchienne, dans la région de Charleroi, en 1867. Elle démontre que, déclenchées dans un contexte de mauvaise récolte, de hausse des prix des denrées alimentaires et de diminution des salaires, ces émeutes représentent les premières grandes grèves dans la région. Dans un article s'appuyant sur de multiples sources, elle identifie les causes profondes de ces révoltes ainsi que les raisons qui expliquent l'extension rapide de la grève, du secteur de la métallurgie à celui des charbonnages. L'auteure établit également la manière dont ce conflit, relativement méconnu, préfigure un cycle de contestation qui verra naître une première structuration du mouvement ouvrier dans la région.

Dans une volonté de faire écho aux recherches précitées, la contribution suivante étudie un cas contemporain dans la région liégeoise. À partir des sources d'époque et d'une étude de la presse locale et nationale, l'historien Lionel Vanvelthem, de l'Institut d'histoire ouvrière économique et sociale (IHOES), s'intéresse à la grève d'avril 1869 qui ébranle la région de Seraing. Il démontre comment l'organisation balbutiante de la contestation ouvrière, soutenue dans une certaine mesure par l'Association internationale des travailleurs (AIT) mais réprimée violemment par les forces de l'ordre, est brisée par la volonté de l'État et du patronat d'étouffer toute remise en cause du système capitaliste industriel. Si cette grève débouche sur un échec, pour l'auteur, elle peut être considérée, avec d'autres de la même époque, comme l'un des tout premiers jalons de l'histoire des grandes luttes ouvrières de la fin du 19^e siècle.

Les deux contributions suivantes explorent les premières initiatives en faveur du pouvoir d'achat des travailleurs et des travailleuses, élaborées par le mouvement ouvrier socialiste d'une part, et ce qui peut être considéré comme le proto-mouvement ouvrier chrétien d'autre part. Dans son article, Jean-Louis Delaet, historien et directeur du Bois du Cazier⁸, développe la biographie et le parcours de vie militante d'Henri Léonard (1862-1926). Il y met en exergue le rôle d'organisateur du mouvement ouvrier socialiste carolorégien joué par Henri Léonard, tant sur les plans coopératif et mutuelliste que syndical et politique.

Après une présentation de son parcours militant dans le Centre, l'auteur expose le combat d'un homme pour le développement d'organisations dont le but premier est l'amélioration concrète du pouvoir d'achat des travailleurs du pays de Charleroi, par la création de coopératives et de sociétés de secours mutuels.

En résonance à cet exposé, l'historien Julien Tondeur, du Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière et populaire (CARHOP), s'intéresse quant à lui à la coopérative de consommation carolorégienne Les Ouvriers réunis. Fondée sous l'impulsion de l'avocat Michel Levie et de quelques ouvriers en 1891, cette dernière s'établit rapidement comme un fleuron du mouvement coopératif chrétien encore balbutiant en Belgique. Le chemin n'est pourtant pas sans embûches, Les Ouvriers réunis doivent faire face à une vive et double opposition, provenant des socialistes d'une part et des milieux catholiques conservateurs d'autre part. En se basant sur de nombreuses sources et sur les archives de Michel Levie, l'auteur montre comment, malgré ces difficultés, la coopérative connaît un développement spectaculaire au point de devenir le véritable centre d'attraction des œuvres ouvrières chrétiennes du bassin de Charleroi.

Le second panel est présidé par Aline Bingen, professeure à l'ULB et membre du Groupe d'analyse des conflits sociaux (GRACOS). Après une matinée consacrée à la discipline historique, il s'intéresse aux analyses des luttes actuelles en faveur du pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses. Deux chercheuses se succèdent à la tribune, abordant toutes les deux des éléments différents mais complémentaires des combats et revendications menés par les Gilets Jaunes en 2018-2019.

La politologue Corinne Gobin, maîtresse de recherche du Fonds de la recherche scientifique (FNRS) à l'ULB, établit à partir d'une approche interdisciplinaire et d'entretiens individuels, une comparaison entre le mouvement des Gilets Jaunes (GJ) en France et en Belgique. En prenant comme base d'analyse les caractéristiques principales du mouvement, c'est-à-dire la contestation de l'écart croissant entre « coût de la vie » et ressources monétaires disponibles au sein des ménages, elle s'intéresse à la légitimité de ce dernier dans les deux pays. La différence de ressenti quant à cette légitimité fournit le moteur principal de son article qui s'organise en deux parties : la présentation des résultats majeurs issus de ses recherches menées auprès du mouvement des GJ belges tout au long de l'année 2019

d'une part, le rappel de faits politiques structurels propres à la Belgique qui induisent le fait que la plupart des membres de la classe moyenne ou de la bourgeoisie ne peuvent pas considérer cette contestation comme légitime d'autre part.

Dans son article, la sociologue Edith Gaillard, maîtresse de conférences à l'Université de Bretagne Occidentale, s'attarde quant à elle sur la mobilisation des femmes dans le mouvement des Gilets Jaunes en France. Elle explore cette question à travers la dimension socio-économique de la mobilisation, qu'elle estime trop peu décrite et analysée. Aborder cette dimension de la mobilisation sous l'angle des questions de genre permet de placer d'emblée la focale du côté du travail domestique, majoritairement dévolu aux femmes. L'objectif poursuivi est, à partir de différents matériaux de recherche, de cerner le discours de ces femmes, les formes par lesquelles elles évoquent, conçoivent et expliquent les ressorts de leur engagement, leur vie quotidienne, la répartition du travail domestique et de soins.

Les communications scientifiques de cette journée d'ouverture du premier Festival CREATION/FACTORI sont suivies en fin d'après-midi par une table ronde organisée autour de l'actualité des mobilisations contre la vie chère. Les intervenant.es, issu.es d'horizons divers de la vie associative et syndicale, y débattent de leurs revendications et perspectives avec le public de la salle. Ces questions d'accès au pouvoir d'achat, de mobilisations, de coopératives, rappelées par la communauté historienne, restent centrales aujourd'hui, notamment depuis la crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine, qui ont provoqué une augmentation des prix des biens de consommation courants mais également de l'énergie, et provoqué à l'inverse une baisse du pouvoir d'achat des ménages.

Animée par Vaïa Demertzis, membre du Groupe d'analyse des conflits sociaux (GRACOS) et de l'Interrégionale wallonne de la Centrale générale des services publics (IRW-CGSP), cette table ronde réunit Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) ; Xavier Anciaux, de la Ceinture alimentaire de Charleroi-Métropole et de Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises (SAW-B) ; Vincent Pestiaux, secrétaire régional de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut ; Fabrice Eeklaer, secrétaire fédéral de la CSC Charleroi – Sambre et Meuse ; enfin Laurent Lambert, chargé de mission en Permaculture

et Transition Écologique au sein de la Fédération de Maisons de Jeunes et Organisation de jeunesse FORJ. Si la richesse de ces échanges ne peut-être reproduite dans cet ouvrage, elle démontre toute la pertinence de ce type d'initiative qui allie monde de la recherche, de l'éducation permanente et de la conservation et de la valorisation d'archives, telles que le porte le collectif CREATION/FACTORI. ■

Aline BINGEN (ULB), Francine BOLLE (ULB), Julien TONDEUR (CARHOP).



Notes de fin

- 1 L'asbl Archives de Wallonie, dont la création remonte à la fin des années 1970, avait pour objectif d'enregistrer, par la photographie, la vie des travailleurs wallons, les dernières industries sidérurgiques et minières de la région, les luttes sociales, etc.
- 2 METICES, pour Migrations espaces travail institutions citoyenneté épistémologie et santé, est un centre de recherche de l'Institut de Sociologie de l'ULB. TRANSFO, pour Research center for social change, situé sur le CampusUCharleroi, réunit des chercheurs et chercheuses issus de toutes les disciplines autour de recherches scientifiques et de projets collaboratifs sur le changement social.
- 3 Charleroi Métropole réunit 30 communes et près de 600 000 habitant.es, qui vont de Seneffe, Pont-à-Celles et Les Bons Villers dans la partie nord à Momignies, Couvin, et Chimay dans la partie sud, en passant par Charleroi, Thuin, Cerfontaine, Walcourt, etc. Pour la liste complète des communes, et pour plus d'informations sur le concept de Charleroi Métropole, voir <https://charleroi-metropole.be/fr/>, site consulté le 06 juillet 2024.
- 4 Les premiers partenaires, que sont l'IBEFE-HS, les centres METICES/TRANSFO de l'Université libre de Bruxelles (ULB), l'Institut Marcel Liebman ASBL, les organismes régionaux d'éducation permanente de la FGTB (CenForSoc/VIE-ESEM) et de la CSC (FEC), le CARHOP, l'IHOES, les Archives de la Ville de Charleroi, le Bois du Cazier, le Collectif 1886, l'Atelier Santé de Charleroi, le MOC-CIEP Charleroi Thuin, la FUNOC, le SAICOM, la RTBF et la Haute École Condorcet, ont été rejoints par une dizaine d'autres institutions, dont le périmètre s'étend au gré des projets (l'ASBL Les Terril-bles, La Maison du Conte, l'ASBL Château Mondron, l'ASBL Article 27, le Musée du Verre de Charleroi, les centrales professionnelles régionales de la CSC et de la FGTB, l'Interrégionale wallonne de la FGTB, l'ASBL Vie Féminine, des maisons de jeunes...).
- 5 Voir RAUTENBERG M., *L'imaginaire patrimonial. Figures de l'urbanité contemporaine*, Rennes, Presses de l'Université de Rennes, 2024.
- 6 DESGAGNÉ S., « Le défi de la coproduction de savoir en recherche collaborative : autour d'une démarche de reconstruction et d'analyse de récits de pratique enseignante », dans ANADON M (dir.), *La recherche participative : multiples regards*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2007, p. 89-121 ; MORRISSETTE J., « Vers un cadre d'analyse interactionniste des pratiques professionnelles, dans *Recherches qualitatives*, vol. 30, n° 1, mai 2011, p. 10-32.
- 7 Pour découvrir les parcours immersifs, voir <https://factori-creation.ohmedias.pro/parcours-immersifs/>, site consulté le 06 juin 2024.
- 8 Jean-Louis Delaet a pris sa retraite en avril 2023.